

11-ÉCONOMIE GÉNÉRALE

La Nouvelle-Calédonie a enregistré ces dernières années un régime de croissance ralenti du **Produit Intérieur Brut (PIB)**, au rythme annuel moyen réel de 1,7 % entre 2012 et 2015 à comparer au rythme moyen de 3,6 % sur la période 2000 – 2011.

Cependant le maintien de l'économie en croissance, après des périodes particulièrement dynamiques, porte la valeur du PIB calédonien à un niveau qui avoisine les 1 000 milliards de F.CFP.

Composées du PIB et des importations, les ressources calédoniennes s'élèvent à 1 331 milliards de F.CFP en 2015. Ces ressources sont majoritairement destinées aux dépenses de consommation finale des ménages et des administrations (866 milliards de F.CFP).

La formation brute de capital fixe (les investissements) représente 294 milliards de F.CFP et les exportations de biens et de services 170 milliards de F.CFP. Ce montant d'investissements a plus que triplé entre 2000 et 2011 et se réduit progressivement depuis la fin de la construction des usines métallurgiques.

Parallèlement, le **PIB par habitant** a été multiplié par 1,6 entre 2000 et 2011 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 4,6 %. La richesse par habitant se stabilise autour de 3,5 millions de F.CFP et atteint désormais le niveau d'un pays développé comparable à celui des pays de l'**OCDE**.

La diversification de l'économie calédonienne joue un rôle important quant à la contribution de chaque secteur sur l'activité économique du pays.

Tandis que les poids de l'activité minière et du secteur BTP diminuent, d'autres secteurs impactent plus sensiblement l'économie. C'est notamment le cas des secteurs tertiaires avec un secteur des services prédominant.

► **Produit Intérieur Brut (PIB)**. Agrégat comptable représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

► **PIB réel**. Une mesure du PIB qui exclut les variations des prix. Il permet ainsi d'isoler l'évolution de l'activité (approche volume) de l'évolution des prix.

► **PIB par habitant**. Indicateur de richesse, il rapporte le PIB en valeur à la population moyenne sur l'année.

► **OCDE**. Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OECD, en anglais) qui regroupe les principaux pays développés (hors Asie) pour promouvoir la statistique et les politiques qui améliorent le bien-être économique et social.

SOURCES [1] ISEE. [2] INSEE [3] CPS [4] ISPF

VOIR AUSSI

www.isee.nc
www.ieom.fr

Les synthèses de CEROM, septembre 2016, www.cerom-outremer.fr

11.1 RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

Évolution du PIB et du PIB par habitant [1]

	2000	2005	2010	2011	2014 e	2015 e
Produit Intérieur Brut (milliards de F.CFP)	441,9	598,4	842,9	887,4	955	955,8
Taux de croissance nominal	8,2	5,8	13,2	5,3	4,7	0,1
Taux de croissance réel	2,5	3,6	6,9	4,4	1,3	1,4
PIB/Habitant (millions de F.CFP)	2,10	2,61	3,37	3,42	3,55	3,49
Taux de croissance nominal	6,1	4,0	11,2	1,5	5,9	-1,7

Unité : % sauf mention contraire

Ressources et emplois de biens et services à prix courants [1]

	2000	2005	2010	2011	2014 e	2015 e
Ressources	607 953	840 415	1 247 250	1 302 329	1 346 568	1 331 324
Produit intérieur brut	441 872	598 402	842 913	887 425	953 593	952 550
Importations	166 081	242 013	404 337	414 904	392 975	378 774
Emplois	607 953	840 415	1 247 250	1 302 329	1 346 568	1 331 324
Dépenses de consommation finale des ménages	287 487	380 406	518 418	547 568	611 400	625 113
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	118 439	152 945	200 803	206 724	231 117	241 418
Formation brute de capital	101 364	178 604	357 765	369 746	322 079	294 406
Exportations	100 662	128 460	170 264	178 291	181 972	170 387

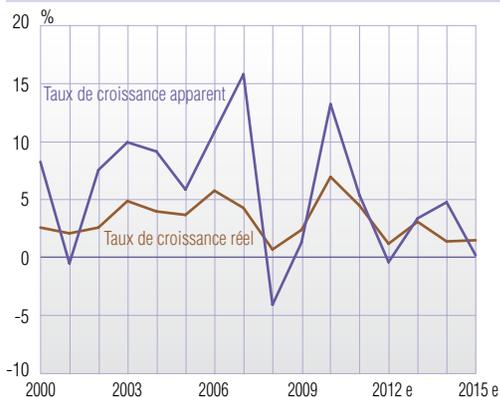
Unité : million de F.CFP - Prix courants

PIB par habitant dans quelques pays du Pacifique et dans l'Outre-Mer français [2 à 4]

Australie (2013 e)	6 113
France (2013 e)	3 827
Nouvelle-Zélande (2013 e)	3 790
Nouvelle-Calédonie (2013 e)	3 357
Martinique (2013 e)	2 707
Guadeloupe (2013 e)	2 438
Guam (2012 e)	2 368
Réunion (2012 e)	2 325
Polynésie française (2011 e)	1 990
Guyane (2013 e)	1 934
Îles Cook (2012 e)	1 493
Wallis et Futuna (2005)	1 200
Palau (2013 e)	1 070
Niue (2009 e)	909
Tonga (2013 e)	401
Îles Fidji (2013 e)	396
Samoa (2013 e)	331
Îles Marshall (2013 e)	329
Vanuatu (2013 e)	297
Etats Fédérés de Micronésie (2013 e)	277
Tuvalu (2013 e)	201
Papouasie Nouvelle-Guinée (2013 e)	191
Îles Salomon (2013 e)	177
Kiribati (2013 e)	150

Unité : millier F.CFP

Évolution du taux de croissance réel et nominal du PIB [1]



11-ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Selon les dernières estimations, le **Produit Intérieur Brut (PIB)** de la Nouvelle-Calédonie s'est élevé à 956 milliards de FCFP en 2015, équivalent à celui de 2014. Le secteur des services est le principal créateur de richesse avec 46 % de la **valeur ajoutée (VA)**. Il regroupe les transports et télécommunications, les banques et les assurances, les services rendus principalement aux entreprises et ceux rendus aux ménages. Ces deux derniers secteurs pèsent à eux seuls un tiers de la VA des services. Avec l'administration et le commerce, le poids des services reflète une économie qui s'est fortement tertiaisée depuis le début des années 1960 (54 % du PIB à l'époque) pour atteindre aujourd'hui plus de 75 % (un taux comparable à la Métropole).

Pour certains secteurs, la part dans la valeur ajoutée demeure globalement stable depuis une quinzaine d'années. C'est notamment le cas de l'énergie et de l'agriculture y compris l'élevage, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture. En revanche, l'industrie hors nickel représente 7 % de la VA en 2015, en légère hausse sur la moyenne des dix dernières années. Le BTP, quant à lui, contribue à 10 % de la valeur ajoutée totale, après une année record en 2012 (13 %), lorsque le développement des projets miniers et les investissements publics étaient à leur apogée.

Enfin, le poids de l'industrie du **nickel** (extraction minière et métallurgie) est tributaire de la conjoncture internationale. En effet, la Nouvelle-Calédonie est un acteur important sur le marché du nickel, et celui-ci occupe une place emblématique dans l'économie du pays. Pour autant, s'il constitue bien la principale ressource d'exportation, le poids relatif du secteur nickel a globalement tendance à décliner. Après avoir connu en 2007 une hausse exceptionnelle du cours du nickel au **LME** (16,9 US\$/lb en moyenne sur l'année), le poids du secteur chute inexorablement depuis, malgré de légers rebonds en 2010 et 2014. Ainsi, en 2015, le cours moyen du nickel au LME atteint 5,4 US\$/lb, un niveau qui n'avait jamais été aussi bas depuis 2003. Cet effet prix a impacté lourdement le poids du nickel qui s'établit à 2,8 % de la valeur ajoutée totale en 2015.

► **Produit Intérieur Brut (PIB)**. Voir 11.1.

► **Valeur ajoutée**. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. La consommation intermédiaire représente la valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production.

► **Nickel**. Voir 18.

► **LME**. Voir 18.5.

SOURCE [1] ISEE, *Comptes économiques définitifs, 2011, Comptes économiques rapides, 2015.*

VOIR AUSSI

www.isee.nc

11.2 PRODUCTION PAR SECTEUR

Produit intérieur brut [1]						
	2000	2005	2010	2011	2014 e	2015 e
Valeur ajoutée	395 299	534 387	755 517	793 521	856 990	855 608
+ impôts sur les produits	47 318	65 148	89 605	95 679	100 104	102 287
- subventions sur les produits	-746	-1 133	-2 209	-1 775	-2 063	-2 062
Produit intérieur brut	441 872	598 402	842 913	887 425	955 031	955 833

Unité : million de F.CFP - Prix courants

Valeur ajoutée par secteur d'activité [1]

	2011		2012 e		2013 e		2014 e		2015 e	
	Montant	Part								
Agriculture, chasse, sylviculture, pêche, élevage	12 142	1,5	11 703	1,4	13 262	1,6	14 785	1,7	16 157	1,8
Industries du nickel	63 938	7,8	36 414	4,5	16 455	2,0	38 499	4,4	24 480	2,8
Autres industries	48 393	5,9	50 532	6,2	57 057	6,8	59 575	6,8	58 830	6,7
Bâtiments et travaux publics	99 729	12,2	105 775	13,0	107 979	12,8	98 200	11,1	94 858	10,8
Commerce	100 581	12,3	102 706	12,6	106 623	12,7	109 883	12,5	108 703	12,4
Énergie	12 516	1,5	11 431	1,4	16 641	2,0	17 565	2,0	21 477	2,4
Services (hors commerce)	348 988	42,7	361 685	44,4	381 703	45,4	394 706	44,8	402 365	45,8
Administration	130 861	16,0	134 765	16,5	141 088	16,8	147 719	16,8	151 397	17,2
Valeur ajoutée totale (hors SIFIM (a))	817 148	100,0	815 013	100,0	840 809	100,0	880 933	100,0	878 267	100,0

(a) Avant correction : Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés.

Unités : million de F.CFP - Prix courants, %

125

Répartition de la valeur ajoutée en 2015 [1]

